



Assemblée générale

Distr. générale
5 août 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Point 17 de l'ordre du jour provisoire*

Suivi et mise en œuvre des textes issus des Conférences internationales sur le financement du développement

Suivi et mise en œuvre des textes issus des Conférences internationales sur le financement du développement

Rapport du Secrétaire général**

Résumé

Le présent rapport a été établi en application de la résolution [78/231](#) de l'Assemblée générale intitulée « Suivi et mise en œuvre des textes issus des Conférences internationales sur le financement du développement ». Il s'intéresse principalement aux nouveaux problèmes rencontrés et aux principaux facteurs d'accélération en matière de financement du développement en vue d'alimenter les débats et de contribuer aux préparatifs de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement, comme le demande la résolution susmentionnée. Il expose les principales tendances ayant un effet sur le financement du développement, ainsi que les questions et enjeux essentiels que la Conférence internationale pourrait aborder dans chacun des domaines d'intervention du Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement.

* [A/79/150](#).

** Le présent rapport a été soumis pour traitement après la date limite pour des raisons techniques indépendantes de la volonté du bureau auteur.



I. Introduction

1. Comme l'a noté le Groupe de réflexion interinstitutions sur le financement du développement, le financement du développement se trouve à un tournant¹. Le monde est très loin de parvenir à réaliser les objectifs de développement durable à l'horizon 2030. Les progrès accomplis concernant environ la moitié des 140 cibles pour lesquelles on dispose de données suffisantes s'écartent de la trajectoire souhaitée². Selon les projections actuelles, près de 600 millions de personnes, dont plus de la moitié seront des femmes, vivront dans l'extrême pauvreté en 2030. Par ailleurs, 2023 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée, et l'utilisation des combustibles fossiles a atteint un niveau record.

2. Les problèmes de financement sont l'une des principales raisons de la lenteur des progrès et de la régression. Les déficits de financement sont importants et ne cessent de se creuser ; les pays en développement n'ont pas accès à un financement abordable à l'échelle voulue ; et les allocations budgétaires, les investissements, les cadres stratégiques nationaux et internationaux ainsi que les dispositions en matière de gouvernance ne sont pas encore totalement alignés sur les objectifs de développement durable.

3. La quatrième Conférence internationale sur le financement du développement est l'occasion d'aborder et de relever ces défis, de faciliter l'investissement en faveur des objectifs de développement durable et de créer une architecture financière internationale adaptée. Afin de contribuer aux préparatifs de la Conférence, le présent rapport examine les tendances et les difficultés dans les domaines d'intervention du Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement et présente des recommandations sur la manière dont ces défis pourraient être surmontés au cours de la Conférence. Dans la section II, les progrès sont évalués ; les principaux problèmes sont énumérés ; les questions soumises à l'examen des États Membres sont mises en évidence ; et quelques idées initiales sur les recommandations stratégiques, basées sur les discussions connexes qui ont été tenues dans les instances pertinentes, sont présentées. Dans la section III, les données et le processus de suivi sont examinés.

II. Domaines d'intervention du Programme d'action d'Addis-Abeba

A. Ressources publiques nationales

4. Les ressources publiques nationales, en particulier la mobilisation de recettes fiscales supplémentaires, sont essentielles au financement du développement. Des systèmes budgétaires solides et résilients, tant en ce qui concerne la fiscalité que les dépenses, sont essentiels pour financer le développement durable et mettre en œuvre les objectifs de développement durable, notamment en contribuant à la réduction de la pauvreté et des inégalités, tout en soutenant la croissance économique, la transformation industrielle et la viabilité environnementale. Les ressources publiques nationales constituent un élément essentiel du contrat social entre les gouvernements et leurs citoyens, en vertu duquel les citoyens paient des impôts et reçoivent en retour des biens et des services publics appréciables.

¹ *Financing for Sustainable Development Report 2024: Financing for Development at a Crossroads* (publication des Nations Unies, 2024).

² *Rapport sur les objectifs de développement durable 2023 : Édition spéciale* (publication des Nations Unies, 2023).

5. Malgré des gains au cours de la première décennie des années 2000, les ratios médians de recettes ont stagné pour la plupart des catégories de pays depuis 2010, et de nouveaux revers se sont ajoutés en raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Seule une fraction des pays ont enregistré une progression rapide et durable de leurs recettes. Les pays en développement disposent encore d'un important potentiel fiscal non exploité, et il est urgent de réformer les systèmes budgétaires et de relever les défis de la coopération fiscale internationale afin d'exploiter ce potentiel et de générer des ressources à l'échelle voulue pour réaliser les objectifs de développement durable³.

Mobilisation des ressources nationales

6. D'après les analyses des tendances à long terme de la mobilisation des recettes, les ratios impôts/produit intérieur brut (PIB) se sont améliorés dans les deux tiers des pays au cours de la première décennie des années 2000. Bon nombre de ces progressions rapides ont eu lieu dans des pays qui ont engagés simultanément des réformes de l'administration des recettes et de la politique fiscale. Toutefois, les gains ont été volatiles et n'ont pas subsisté au cours des dernières années, alors que les autorités peinaient à limiter l'évasion et la fraude fiscales.

7. En termes de structure fiscale, les pays en développement sont davantage tributaires des impôts sur la consommation et de l'impôt sur le revenu des sociétés, en raison notamment de la transformation numérique et de la mondialisation, ainsi que des contraintes liées à l'information et aux capacités. À l'inverse, les pays développés s'appuient fortement sur l'impôt sur le revenu des personnes physiques et les cotisations d'assurance sociale. Les taxes commerciales (droits de douane) ont perdu de leur prépondérance, même si elles demeurent importantes dans les pays en situation particulière. Par ailleurs, dans les pays en développement, on observe également un recours croissant aux droits d'accises nationaux, par exemple sur les combustibles fossiles, le tabac, l'alcool, les boissons sucrées et les sacs en plastique, même si les efforts doivent être intensifiés pour mieux aligner le système budgétaire sur les objectifs de développement durable.

8. Le renforcement des institutions chargées de collecter les recettes est essentiel pour développer la capacité fiscale. Les administrations fiscales constituent un point de contact essentiel qui détermine la relation entre le citoyen et l'État. L'adoption à plus grande échelle du numérique dans les administrations fiscales favorise un meilleur recouvrement des recettes et une réduction des lacunes en matière de conformité. Néanmoins, les niveaux de déclaration électronique et de paiement en ligne restent inférieurs dans les pays en développement, même dans les cas où les lacunes se comblent. Les capacités en matière de données sont également essentielles pour une mise en œuvre efficace des mécanismes internationaux de transparence fiscale. L'augmentation des recettes, y compris celle découlant de l'évolution des normes fiscales internationales, ne sera possible que si l'on investit dans des capacités administratives solides, et la quatrième Conférence internationale pourrait inscrire la coopération et l'appui dans ce domaine au rang des priorités.

9. Le Programme d'action d'Addis-Abeba comprenait un engagement en faveur de systèmes d'impôt progressif modernisés. Pour accroître les recettes, il faut renforcer la structure et de l'administration des principaux impôts – taxe sur la valeur ajoutée, droits d'accise et impôts sur le revenu des particuliers et des sociétés – en mettant l'accent sur l'élargissement des assiettes fiscales et la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales. L'imposition du patrimoine et des biens immobiliers pourrait générer des recettes supplémentaires et avoir un effet redistributif. La réalisation des cibles

³ *Financing for Sustainable Development Report 2024.*

associées aux objectifs de développement durable relatifs aux inégalités ne sera possible que par l'adoption d'impôts progressifs conjuguée à la promotion de l'égalité d'accès aux biens et aux services publics.

10. Les inégalités de richesse n'ont cessé de se creuser à mesure que les taux d'imposition des revenus du capital diminuaient et que l'impôt sur la fortune nette était abandonné. Dans de nombreux pays, le taux d'imposition des revenus du capital est inférieur à celui des revenus du travail, mais, parallèlement, la question de l'évasion et la fraude fiscales des riches pèse de plus en plus sur le plan politique. L'amélioration de l'imposition du patrimoine, de manière à ce que les personnes fortunées paient leur juste part d'impôts, permettrait de générer des recettes supplémentaires tout en réduisant les inégalités. Compte tenu de la transformation numérique croissante, y compris dans les administrations fiscales, et de l'amélioration de la transparence fiscale grâce à la coopération internationale, les gouvernements pourraient être en mesure d'administrer plus efficacement les impôts liés au patrimoine. La quatrième Conférence internationale pourrait permettre de dégager un consensus sur l'augmentation de l'impôt sur les revenus du capital, l'instauration d'une coopération internationale en matière d'impôt sur la fortune nette, l'adoption d'un petit impôt sur les personnes extrêmement riches ou l'amélioration de l'évaluation et de l'imposition des biens.

Coopération fiscale internationale

11. Aux termes du Programme d'action d'Addis-Abeba, les États Membres sont convenus que la coopération fiscale internationale doit être universelle dans son approche et sa portée et doit tenir pleinement compte des différents besoins et capacités de tous les pays. À l'époque de cet accord, les relations et les accords bilatéraux prévalaient. Depuis, la coopération fiscale multilatérale s'est considérablement développée. Elle ne concerne plus seulement l'élimination de la double imposition sur les activités économiques transfrontières et de la répartition des droits d'imposition, mais porte désormais sur la définition de normes fiscales visant à limiter l'évasion fiscale et la fraude à l'impôt sur le revenu des sociétés et à améliorer la transparence fiscale.

12. Le monde entier accorde une attention accrue à la nécessité de faire en sorte que la coopération fiscale internationale pleinement inclusive et plus efficace, notamment en examinant la manière dont les règles fiscales internationales répondent aux besoins, aux priorités et aux capacités des pays en développement. Cette évolution va de pair avec la prise de conscience que la coopération fiscale internationale devrait aller au-delà de l'impôt sur le revenu des sociétés et inclure, par exemple, la lutte contre les flux financiers illicites liés à la fiscalité et la fiscalité environnementale. En décembre 2023, l'Assemblée générale a décidé de créer un comité intergouvernemental spécial à composition non limitée, chargé, sous la direction des États Membres, d'élaborer un mandat pour une convention-cadre des Nations Unies sur la coopération fiscale internationale. Le comité présentera le projet de mandat à l'Assemblée générale pour examen à sa soixante-dix-neuvième session.

13. Les travaux du comité spécial constituent une étape historique dans la mise en place d'un système de coopération fiscale internationale qui soit légitime, équitable, stable, inclusif et efficace. Le caractère inclusif est essentiel pour l'efficacité des normes fiscales internationales et profite aux gouvernements de toutes tailles, aux entreprises et à la société civile. Une convention-cadre des Nations Unies devrait contribuer à placer les questions fiscales dans un contexte plus large de développement durable, avec la souplesse et la résilience voulues pour obtenir des résultats efficaces et équitables au fil du temps. La quatrième Conférence internationale peut s'appuyer sur toute décision pertinente prise par l'Assemblée

générale lors de sa soixante-dix-neuvième session en convenant de mesures complémentaires pour renforcer la coopération fiscale internationale, telles que l'allocation de ressources plus importantes en faveur du renforcement des capacités fiscales, l'examen des moyens permettant d'intégrer les organisations fiscales régionales dans un cadre mondial plus cohérent, le renforcement du rôle du Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale dans le nouveau contexte et l'examen des moyens permettant d'assurer une meilleure coordination normative dans tous les domaines des politiques d'intégrité financière.

Dépenses

14. Les dépenses publiques sont des instruments puissants pour encourager et soutenir le développement durable. Tous les pays ont la possibilité de mieux les aligner sur la réalisation des objectifs de développement durable. La quatrième Conférence internationale pourrait s'attaquer à la difficulté de mieux aligner les dépenses sur les objectifs de développement durable et de soutenir les politiques budgétaires visant à réduire les inégalités.

15. Des progrès ont été accomplis, par exemple, en ce qui concerne le financement des systèmes de protection sociale depuis 2015, la plupart des pays ayant mis en place des régimes qui sont ancrés dans la législation nationale. Ces régimes portent sur l'ensemble ou sur la plupart des domaines de la protection sociale, même si, dans certains cas, ils ne couvrent qu'une minorité de la population. Les progrès sont encore faibles en ce qui concerne l'alignement des budgets sur l'égalité des genres, un pays sur quatre seulement disposant d'un système complet de budgétisation tenant compte des questions de genre. Dans le cadre du Programme d'action d'Addis-Abeba, les États Membres se sont également engagés à rationaliser les subventions inefficaces aux combustibles fossiles qui encouragent le gaspillage. Cependant, selon les estimations, les subventions implicites et explicites aux carburants ont atteint le chiffre record de 7 000 milliards de dollars en 2022.

16. Les efforts de coordination qui ont été déployés pour faire en sorte que les dépenses nationales consacrées à la réalisation des objectifs convenus au niveau international sont suffisantes ont souvent échoué. Il existe également des enjeux d'économie politique (en particulier la réforme des subventions aux combustibles fossiles) dont on pense qu'ils pénalisent les pauvres et la classe moyenne, ainsi qu'un manque de volonté politique pour modifier les systèmes de dépenses dans lesquels de puissants intérêts nationaux peuvent bénéficier du système actuel. La quatrième Conférence internationale pourrait envisager de fixer des ambitions et des objectifs internationaux pour l'élargissement de la protection sociale universelle en termes de couverture ou de dépenses. Elle pourrait également mettre en place des mécanismes de responsabilité plus solides pour assurer une budgétisation tenant compte des questions de genre efficace et convenir de coordonner les politiques de tarification du carbone entre les grandes économies.

Banques nationales de développement

17. Les banques nationales de développement sont de plus en plus considérées comme un élément essentiel du système financier international et comme un outil important pour mobiliser les financements et pour faire en sorte que les dépenses et les investissements soient alignés sur le développement durable. Les avoirs cumulés des banques publiques de développement s'élevaient à environ 23 000 milliards de dollars en 2021. Ce montant inclut ceux de 10 « mégabankes » qui détiennent 70 % du total, soit à peu près l'équivalent des avoirs de l'ensemble du secteur bancaire des États-Unis d'Amérique.

18. La coordination entre les banques publiques de développement s'est considérablement développée depuis l'accord sur le Programme d'action d'Addis-Abeba, dans lequel leur rôle a été mis en avant. Cette initiative a été menée par le sommet « Finance in Common », lancé à la suite de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement. L'engagement pris en juin 2023 par 530 banques publiques de développement multilatérales, régionales et nationales de travailler en tant que système et de coopérer pour aligner leurs activités sur le développement durable est une étape importante dans le renforcement des contributions potentielles des banques nationales de développement.

19. La communauté internationale pourrait se pencher sur la question de savoir comment un nouvel accord international pourrait s'appuyer sur les progrès accomplis en matière de coopération et de coordination dans le système des banques publiques de développement pour accroître leur impact. La quatrième Conférence internationale pourrait inviter les banques publiques de développement à travailler plus étroitement en tant que système uni, dans le cadre d'une réforme plus large de l'architecture financière. Par exemple, compte tenu de leurs connaissances du terrain, les banques nationales de développement pourraient contribuer à éliminer les goulets d'étranglement dans les réserves ou la création de projets ou dans l'établissement des politiques et la planification des investissements, en collaboration avec les banques régionales et multilatérales de développement. Cette initiative pourrait se traduire par une augmentation de la capitalisation des banques nationales de développement, conjuguée à des cadres de responsabilité solides et liés à la durabilité permettant de garantir une bonne gouvernance. D'autres options sont envisageables, par exemple, le renforcement des capacités et le partage d'informations entre les banques publiques de développement, l'augmentation du cofinancement, les échanges d'expositions et la gestion des risques, les garanties conjointes et d'autres mécanismes communs.

B. Entreprises et financements privés nationaux et internationaux

20. Les activités, les investissements et l'innovation des entreprises privées sont les principaux moteurs de la productivité, de l'emploi et de la croissance économique. Cependant, malgré l'intérêt croissant des acteurs privés pour la durabilité, le financement et l'investissement privés ne sont souvent pas alignés sur le développement durable. Il reste encore beaucoup à faire pour que l'activité des entreprises et les investissements, qu'ils soient intérieurs ou étrangers, soient pleinement alignés sur les objectifs de développement durable.

Investissements en faveur des objectifs de développement durable

21. Le secteur privé a perdu de son dynamisme au cours des 15 dernières années, la croissance de l'investissement privé étant inférieure aux niveaux de la première décennie des années 2000 dans la plupart des régions. La croissance de l'investissement étranger direct a considérablement ralenti, progressant de 0,8 % en moyenne dans les années 2010, contre 8 % au cours de la décennie précédente. L'industrie manufacturière, qui, historiquement, a souvent été au cœur d'une croissance soutenue et d'une diversification économique, devient moins efficace comme « ascenseur du développement ». Dans les pays les moins avancés d'Afrique, la valeur ajoutée manufacturière a largement stagné en pourcentage du PIB au cours des 20 dernières années. À l'inverse, la transformation numérique a ouvert des débouchés dans les secteurs des services modernes et l'exportation de ces services.

22. On estime que le déficit d'investissement dans tous les secteurs des objectifs de développement durable est passé de 2 500 milliards de dollars par an en 2015 à plus de 4 000 milliards de dollars par an en 2024, en raison du sous-investissement et de

l'augmentation des besoins⁴. En particulier, les investissements mondiaux dans les secteurs en transition, tels que l'énergie et les infrastructures, sont insuffisants. Si les investissements internationaux dans les énergies renouvelables ont presque triplé depuis l'adoption des objectifs de développement durable et de l'Accord de Paris, cette croissance a été déséquilibrée, une grande partie étant concentrée dans les pays développés et en Chine.

23. Pour mobiliser l'investissement privé et modifier de manière systémique les pratiques des entreprises privées et les tendances des investissements, les incitations à la rentabilité et à la durabilité doivent être plus étroitement intégrées. Les initiatives visant à créer un environnement favorable au secteur privé et à la fourniture de biens publics pertinents doivent être pleinement alignés sur le développement durable. Les règles du jeu, c'est-à-dire l'environnement monétaire, fiscal et réglementaire dans lequel les entreprises interviennent, doivent changer pour permettre l'adoption de pratiques durables. Les cadres budgétaires, fiscaux et réglementaires doivent refléter les priorités sociales et environnementales, notamment en fixant le prix des externalités (par exemple, au moyen de mécanismes de tarification du carbone), en supprimant progressivement les subventions nuisibles ou en interdisant les activités ayant un effet préjudiciable (comme les plastiques à usage unique).

24. Les politiques ciblées visant à promouvoir le développement du secteur privé, à savoir les politiques industrielles dites vertes ou durables, connaissent un regain d'intérêt dans le monde entier. Cependant, de nombreux pays en développement font face à des contraintes budgétaires et de capacités qui pourraient créer des conditions de concurrence inégales. Des appels sont lancés en faveur d'un soutien international accru à l'augmentation des capitaux privés, par exemple au moyen de financements mixtes. Mais jusqu'à présent, ils ont permis de mobiliser environ 213 milliards de dollars de capitaux, soit un montant bien inférieur aux milliers de milliards qui devaient être débloqués il y a une dizaine d'années.

25. La quatrième Conférence internationale pourrait adopter une vision actualisée et plus large des environnements favorables alignés sur le développement durable ; poser une nouvelle définition des politiques industrielles en faveur du développement durable, dont le système des Nations Unies peut soutenir la mise en œuvre ; et fixer de nouvelles modalités de financement mixte qui soutiennent les pays qui en ont le plus besoin, tout en garantissant un partage équitable des risques et des bénéfices entre les secteurs public et privé.

26. La quatrième Conférence internationale pourrait également encourager le recensement et la reproduction à grande échelle d'exemples fructueux de structures de financement mixte, en s'appuyant sur une liste d'exemples de transactions couronnées de succès ou non, comme le fait l'Alliance mondiale des investisseurs en faveur du développement durable en parallèle de l'action des banques multilatérales de développement. Ces travaux pourraient aider les donateurs, les banques de développement et les partenaires privés à normaliser les approches et à réduire la complexité, les risques et les délais d'exécution relatifs aux transactions et aux instruments de financement mixte. La quatrième Conférence internationale pourrait également encourager la création d'instruments de placement et d'un fonds en devises qui propose une couverture du risque de change pour les investissements, tout en prenant en charge le risque par la diversification au moyen d'une approche par portefeuille.

27. Pour améliorer les réserves de projets au titre des objectifs de développement durable, la quatrième Conférence internationale pourrait s'engager à intensifier le renforcement des capacités et à consolider le dialogue avec les acteurs nationaux et

⁴ Ibid.

locaux, tels que les banques nationales de développement, dont les connaissances locales et les mandats sont bien alignés sur les priorités nationales en matière de développement durable. L'appui au renforcement des capacités devrait être guidé par les priorités définies par les pays dans leurs stratégies nationales de financement, par exemple par le biais de cadres de financement nationaux intégrés, avec le soutien coordonné des institutions de financement du développement et du système des Nations Unies.

Aligner les flux privés sur les objectifs de développement durable

28. Les entreprises et la finance durables ont connu un essor au cours des 25 dernières années, pendant lesquelles les entreprises et les investisseurs se sont lancés dans des initiatives volontaires de développement durable. L'investissement durable a atteint 30 300 milliards de dollars en 2022, soit une progression sensible depuis 2015. Néanmoins, selon les estimations, les avoirs des fonds durables représenteront moins de 5 % du marché mondial des fonds en 2023, dont les avoirs d'impact, qui optimisent à la fois la réalisation des objectifs de développement durable et la rentabilité financière, ne constituent qu'un modeste sous-ensemble.

29. Les lacunes dans l'infrastructure de l'information relative au développement durable accentuent les préoccupations liées à l'écoblanchiment et renforcent des modalités d'aide à l'investissement classiques bien ancrées. Face à cette situation, le secteur de l'investissement durable s'est engagé sur la voie de la maturité : les normes d'information volontaires ont été affinées et consolidées, comme le demande le Programme d'action d'Addis-Abeba, et une législation a été adoptée aux niveaux national et régional. Le Conseil international des normes de durabilité, créé lors de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue à Glasgow (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), a considérablement avancé dans la définition de normes applicables aux rapports non-financiers, que plusieurs pays envisagent actuellement d'adopter. Le cadre du Conseil adopte une optique de matérialité financière, qui s'intéresse exclusivement à l'incidence des risques non financiers, en particulier ceux qui sont liés au climat, sur la performance financière des entreprises, afin de faciliter la prise de décision des investisseurs. Il exclut l'effet sur la durabilité, tel que les externalités environnementales et sociales du secteur privé, ou les contributions positives à la réalisation des objectifs de développement durable.

30. Toutefois, un défi majeur subsiste : faire en sorte que l'intérêt considérable pour les entreprises et la finance durables suscite un changement radical du comportement des entreprises et des modèles d'investissement. Pour ce faire, les pays doivent créer des environnements propices en encourageant les investissements durables et en décourageant les stratégies classiques. L'une des conditions préalables sera d'améliorer encore les cadres de gestion de la durabilité et les normes de mesure afin de renforcer la crédibilité et la réalisation des engagements pris par les entreprises.

31. La Conférence pourrait faire progresser le dialogue mondial, notamment sur le renforcement de l'interopérabilité de la législation en matière de durabilité applicable au secteur privé (par exemple les taxonomies nationales et régionales, la législation relative à la divulgation et la législation sur la gouvernance d'entreprise) dans les différents pays afin d'éviter des progrès inégaux et une fragmentation, tout en tenant compte des particularités régionales et locales, ainsi que des besoins du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Elle pourrait également encourager la mise en œuvre de normes nationales de divulgation reposant sur une double approche matérielle, dans le but d'atteindre les objectifs du Programme d'action d'Addis-Abeba tout en s'appuyant sur les fondements posés par le Conseil international des normes de durabilité.

Inclusion financière

32. L'inclusion financière s'est considérablement améliorée au cours de la dernière décennie, la transformation numérique réduisant les coûts des services financiers. Cependant, le genre et le lieu d'implantation continuent d'influer sur l'accès aux services financiers, tandis que l'accès au financement à long terme reste un défi, en particulier pour les petites et moyennes entreprises dans les pays en développement. Un écart important entre les genres subsiste dans la détention de comptes : en 2021, 78 % des hommes et 74 % des femmes avaient accès à des services financiers. Les coûts des envois de fonds des migrants ont diminué, passant de 7,7 % au deuxième trimestre 2015 à 6,2 % au deuxième trimestre 2023, mais ils restent supérieurs à l'objectif de 3 % du Programme d'action d'Addis-Abeba et du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

33. Pour renforcer l'inclusion financière et promouvoir l'accès au financement à long terme, les pays en développement devront accroître la taille, la liquidité et la maturité de leurs marchés financiers et de capitaux. La Conférence pourrait être l'occasion de renouveler l'engagement pris par la communauté internationale et d'intensifier le soutien international à cet égard.

C. Coopération internationale pour le développement

34. Face à l'urgence climatique et à l'augmentation des risques systémiques, ainsi qu'à la persistance de la pauvreté, des inégalités et d'autres crises, la coopération internationale pour le développement progresse. Les partenaires du développement ont réagi, mais les besoins croissants dépassent de loin les ressources et la coopération fournies. Le paysage de la coopération pour le développement est également devenu plus complexe, faisant intervenir une plus grande diversité d'acteurs, de modalités et d'instruments. Dans ce contexte difficile qui évolue rapidement, l'ampleur, l'efficacité et l'impact de la coopération pour le développement sont réévalués afin qu'ils soient adaptés aux enjeux actuels.

Aide publique au développement

35. Avec un niveau record de 223,7 milliards de dollars en 2023, l'aide publique au développement (APD) représente seulement 0,37 % du revenu national brut des pays donateurs, soit bien moins que l'objectif de 0,7 % fixé par l'ONU. L'aide bilatérale aux pays les moins avancés a progressé de 3 %, atteignant 37 milliards de dollars, soit 0,12 % du revenu national brut des donateurs, un chiffre inférieur à l'objectif de 0,15 % à 0,20 % fixé par l'ONU. Par ailleurs, les défis mondiaux, tels que les changements climatiques et les situations d'urgence humanitaire, ont absorbé une part croissante des dépenses d'aide. On constate par ailleurs une reconnaissance croissante de la nécessité de prendre en compte des indicateurs autres que le revenu, y compris la vulnérabilité, dans les décisions d'allocation, ce qui suscite d'autant plus d'inquiétudes concernant le niveau de l'APD disponible.

36. L'évolution des modalités relatives à la fourniture de l'APD ont eu une incidence profonde sur l'allocation des ressources, la prise en main par les pays et l'efficacité. Par exemple, la part des dépenses liées à l'accueil de réfugiés dans les pays donateurs et de l'aide humanitaire dans l'APD nette totale est passée d'environ 9 % en 2000 à 25 % en 2022, tandis que l'aide budgétaire, qui est particulièrement bien alignée sur les priorités des pays, est restée extrêmement faible, représentant seulement 3,35 % de l'APD totale en 2022. D'autres modalités, telles que le financement mixte, qui demeurent encore relativement modestes, n'atteignent généralement pas les pays les moins avancés.

37. Les initiatives visant à mettre à jour les mesures de l'APD ont privilégié une meilleure prise en compte de l'évolution du paysage du financement du développement. Toutefois, ces nouvelles méthodologies ont suscité des critiques, car elles créent un risque de gonflement artificiel de l'aide présentée dans les rapports et des incitations à détourner l'APD des objectifs d'élimination de la pauvreté et des interventions de développement durable à long terme. Les réformes des mesures ne doivent pas compromettre la nature et le rôle fondamentaux de l'APD, ni la crédibilité des chiffres de l'APD.

38. La quatrième Conférence internationale est l'occasion de galvaniser le soutien politique pour respecter les engagements pris de longue date en matière d'APD et veiller à ce que l'aide soit efficace et pleinement alignée sur les priorités et les stratégies de développement des pays. La Conférence devrait définir des moyens de relancer de manière crédible la dynamique afin de respecter les engagements en matière d'APD sur le plan quantitatif et qualitatif, y compris des augmentations de l'APD assorties d'un calendrier.

Banques multilatérales de développement

39. Les banques multilatérales de développement sont une source essentielle de financement à long terme abordable et peuvent jouer un rôle anticyclique en cas de ralentissement économique et de crise. Les prêts accordés par ces institutions ont considérablement augmenté au cours des deux dernières décennies, passant de 30 milliards de dollars en 2000 à 96 milliards de dollars en 2022, malgré un recul des prêts à des conditions favorables. En réponse aux appels de la communauté internationale à augmenter massivement les financements à long terme au service des objectifs de développement durable, ces banques mettent en œuvre ou envisagent des réformes pour accroître leur capacité de prêt, améliorer les conditions de prêt et mieux aligner leurs activités sur les objectifs de développement durable. Au total, ces réformes pourraient générer une capacité de prêt supplémentaire de 300 à 400 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie⁵.

40. Dans le cadre du Programme d'action d'Addis-Abeba, les banques multilatérales de développement ont été encouragées à faire le meilleur usage possible de leurs ressources et de leurs bilans et à mettre à jour leurs politiques pour soutenir la réalisation des objectifs de développement durable. En s'appuyant sur les progrès accomplis depuis l'adoption du Programme d'action d'Addis-Abeba, la quatrième Conférence internationale pourrait donner l'impulsion à de nouvelles réformes ambitieuses visant à adapter le système des banques multilatérales de développement à sa finalité, conformément aux recommandations contenues dans le plan de relance des objectifs de développement durable. Ces mesures pourraient notamment consister à encourager les actionnaires des banques multilatérales de développement à envisager des augmentations de la dotation en capital en temps opportun. La Conférence devrait également encourager une plus grande coopération entre les banques multilatérales de développement, ainsi qu'entre ces banques et d'autres banques publiques de développement. Il s'agit notamment d'aligner pleinement leurs activités sur les priorités et les stratégies des pays clients, par exemple en renforçant les dispositifs nationaux ancrés dans les processus nationaux existants, tels que les cadres de financement nationaux intégrés. Pour que la réalisation des objectifs de développement durable soit au cœur des activités et des investissements des banques de développement, la Conférence devrait encourager les banques publiques de développement à revoir leurs rapports et leurs mesures d'incitation internes.

⁵ Ibid., page 106.

Coopération Sud-Sud

41. La coopération Sud-Sud a pris davantage d'ampleur et d'importance stratégique, en complément de la coopération Nord-Sud. Elle a eu un effet sensible lors de la pandémie de COVID-19 en permettant la fourniture d'une aide financière et médicale rapide et flexible (voir [A/78/290](#)). Les deux institutions financières multilatérales créées en 2015 à l'initiative des pays du Sud ont accordé davantage de prêts : les financements qu'elles ont approuvés s'élèvent à environ 33 milliards de dollars d'ici à la fin de 2022 pour la Nouvelle Banque de développement et à près de 39 milliards de dollars d'ici à la fin de 2022 pour la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures⁶. La coopération triangulaire, qui fait le lien entre la coopération Sud-Sud et la coopération Nord-Sud, a affiché une croissance modeste, en particulier en Amérique latine, en Afrique subsaharienne et dans la région de l'Asie et du Pacifique. Si la coopération triangulaire présente des avantages en termes de partage des connaissances, elle soulève également des difficultés de coordination et des coûts de transaction accrus. Le Forum pour la coopération en matière de développement peut constituer une instance multipartite spécialisée pour renforcer le partage des connaissances et l'apprentissage entre pairs, et pour garantir la cohérence et la complémentarité des politiques entre les différents acteurs et les différentes formes de coopération internationale pour le développement.

Efficacité de la coopération pour le développement sous toutes ses formes

42. Depuis l'adoption du Programme d'action d'Addis-Abeba, les progrès vers une coopération internationale pour le développement qui soit de qualité et à fort impact ont été inégaux. Depuis 2015, les principes d'efficacité des stratégies de développement de nombreux pays donateurs traditionnels sont de moins en moins mis en avant. La part de l'APD qui parvient aux pays partenaires s'est stabilisée et les progrès en matière de prise en main par les pays ont été limités, même si des améliorations ont été enregistrées en ce qui concerne le déliement de l'aide. La présence d'acteurs bilatéraux, multilatéraux et philanthropiques de plus en plus nombreux et divers qui fournissent des ressources pour le développement accentue la fragmentation et tire les coûts de transaction à la hausse. L'évolution du paysage exige une nouvelle vision commune des principes directeurs et des pratiques régissant une coopération pour le développement efficace. Il est possible de relancer un débat inclusif sur l'adaptation, la transposition et l'évaluation des principes en vue de faciliter leur application dans divers contextes nationaux et par divers partenaires de développement.

43. Pour revitaliser et renforcer l'efficacité du développement, la quatrième Conférence internationale et ses préparatifs pourraient permettre à toutes les parties prenantes de la coopération pour le développement de tirer les enseignements des efforts déployés à ce jour et d'œuvrer à un nouveau consensus sur les pratiques et les principes d'une coopération pour le développement qui soit de qualité et à fort impact. Cette initiative viserait à favoriser la cohérence et la complémentarité des politiques entre les différents acteurs et modalités. Les actions menées au niveau national, par exemple par le biais de cadres de financement nationaux intégrés, peuvent aider les partenaires de développement à aligner leur soutien sur les objectifs définis et portés au niveau national. La réunion de haut niveau du Forum pour la coopération en matière de développement qui se tiendra en 2025 sera l'occasion d'un dialogue ouvert sur ces questions avant la quatrième Conférence internationale.

⁶ Rapports annuels de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures et de la Nouvelle Banque de développement.

D. Le commerce international, moteur du développement

44. Après une période d'expansion rapide du commerce mondial dans les années 90 et au cours de la première décennie des années 2000, le dynamisme commercial a nettement fléchi après la crise économique et financière mondiale de 2008, sous l'effet du ralentissement des chaînes de valeur mondiales. L'expansion du commerce a également été inégale, les pays pauvres et vulnérables d'Afrique et d'Amérique latine et des Caraïbes restant largement marginalisés, y compris dans les segments les plus dynamiques, tels que le commerce des services. Dans ce contexte difficile et face à la montée du protectionnisme et aux menaces qui pèsent sur le système commercial multilatéral, il est devenu plus difficile d'appliquer les modèles de développement classiques fondés sur les exportations, situation qui a mis en péril le rôle du commerce en tant que moteur du développement. La préservation d'un système commercial international ouvert, étayé par la coopération internationale, est essentielle à la réalisation des objectifs de développement durable, mais elle est menacée par l'augmentation des mesures de restriction des échanges, de la délocalisation dans un pays allié et d'autres mesures similaires.

Système commercial multilatéral

45. L'Organisation mondiale du commerce a joué un rôle central dans la facilitation de la coopération commerciale multilatérale depuis sa création en 1995, au cours d'une période d'expansion rapide du commerce. Toutefois, les changements économiques et les intérêts divergents de ses membres ont conduit à un blocage des négociations multilatérales, les pays se tournant vers des accords commerciaux bilatéraux et régionaux et, dans certains cas, vers des négociations plurilatérales, donnant lieu à un réseau complexe d'accords qui se chevauchent. Des difficultés sont également apparues dans le mécanisme de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce. Parallèlement, les sentiments protectionnistes se sont exacerbés, alimentant les tensions et restrictions commerciales. Ces interventions en matière de commerce international touchent de plus en plus les pays en développement. En 2023, 70,9 % des interventions en matière de commerce international sont le fait des économies avancées, les politiques de subventions intérieures et à l'exportation étant les plus fréquemment utilisées⁷. Par exemple, les efforts déployés par les pays développés pour promouvoir les transitions vertes, tels que le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières et la réglementation sur la déforestation de l'Union européenne, peuvent empêcher les pays en développement d'accéder à des marchés importants, faute d'avoir une capacité de financement suffisante pour s'adapter aux normes voulues⁸.

46. La quatrième Conférence internationale devrait s'attacher à aligner davantage le système commercial international sur le développement économique durable. Il faut pour cela un système commercial multilatéral transparent et fondé sur des règles, y compris la revitalisation du fonctionnement de l'Organisation mondiale du commerce, qui empêche une nouvelle fragmentation des relations commerciales. La Conférence pourrait également donner une impulsion à la modernisation en cours des accords commerciaux régionaux et des accords internationaux d'investissement, afin qu'ils soient axés sur le renforcement de la cohérence entre le commerce, l'investissement et le développement durable, y compris en ce qui concerne l'égalité

⁷ Simon Evenett *et al.*, « The return of industrial policy in data », Document de travail du FMI, n° WP/24/1 (Fonds monétaire international, 2024).

⁸ *Rapport sur le commerce et le développement 2023 : Croissance, dette et climat, réformer l'architecture financière internationale* (publication des Nations Unies, 2024).

des genres, les droits humains et la viabilité environnementale, en particulier l'action climatique.

Intégration des pays vulnérables dans l'économie mondiale

47. Les pays en développement vulnérables continuent de se heurter à des obstacles qui entravent leur intégration dans le commerce mondial des biens et des services, ce qui risque d'exacerber encore les inégalités. Au cours des dernières décennies, la participation de nombreux pays en développement aux marchés internationaux s'est faite principalement par le biais d'une main-d'œuvre non qualifiée et de produits à faible valeur ajoutée. L'économie des groupes de pays les plus vulnérables continuer de reposer sur les exportations de matières premières. Pour la période 2019-2021, 73,9 % des pays les moins avancés, 60,5 % des petits États insulaires en développement et 81,2 % des pays en développement sans littoral faisaient partie des pays tributaires des produits de base, contre seulement 12,5 % des pays développés⁹.

48. Dans le cadre du Programme d'action d'Addis-Abeba, les pays ont fait part de leurs inquiétudes concernant la volatilité excessive des prix des produits de base et la nécessité d'adopter des mesures réglementaires pour garantir le bon fonctionnement des marchés. La Conférence devrait examiner les moyens d'assurer le bon fonctionnement des marchés des produits de base, en vue d'améliorer la transparence et la responsabilité. Elle pourrait également envisager de stimuler les financements destinés au traitement des exportations pour aider les pays exportateurs de produits de base à créer de la valeur à partir des ressources et pour promouvoir la participation des pays en développement à des chaînes de valeur mondiales à plus forte valeur ajoutée.

Financement du commerce

49. Au total, 80 % ou plus du commerce mondial de marchandises est tributaire du financement du commerce. Néanmoins, le déficit de financement s'est creusé ces dernières années, la demande annuelle mondiale non satisfaite étant estimée à 2 500 milliards de dollars, et pénalise principalement les petites et moyennes entreprises des pays en développement. La Conférence devrait encourager les banques multilatérales de développement et les autres banques publiques de développement à redoubler d'efforts pour accroître leurs contributions au financement du commerce, notamment par une collaboration dans les domaines du partage des risques, de la rétrocession, du cofinancement et du renforcement des capacités.

E. Dette et soutenabilité de la dette

50. De nombreux pays en développement connaissent des problèmes d'endettement qui pourraient non seulement déboucher sur des crises, mais aussi nuire aux investissements dans les objectifs de développement durable, le développement durable à long terme et l'action climatique. Si les niveaux de la dette se sont stabilisés après le pic de 2020, les coûts élevés du service de la dette et du refinancement, ainsi que la complexité grandissante du paysage de la dette, ont accentué la vulnérabilité de la dette dans de nombreux pays en développement. La moitié des pays les moins avancés et des pays à faible revenu courent un risque élevé de surendettement ou sont déjà surendettés. Le fardeau médian du service de la dette pour les pays les moins avancés représentait 12 % des recettes publiques en 2023, soit le niveau le plus élevé

⁹ State of Commodity Dependence 2023 (publication des Nations Unies, 2023).

depuis 2000. Il absorbe désormais plus d'un cinquième des recettes fiscales dans 25 pays en développement.

51. Compte tenu des coûts de refinancement élevés, conjugués aux remboursements importants de la dette extérieure en 2024 et 2025, qui s'explique en partie par la fin de l'Initiative de suspension du service de la dette, ce fardeau restera élevé. Dans les pays les moins avancés, par exemple, le service de la dette extérieure tournera autour de 40 milliards de dollars par an entre 2024 et 2025, contre 26 milliards de dollars en 2021. Par ailleurs, dans les pays affichant une dette insoutenable, les processus de règlement de la dette sont souvent longs et n'ont pas permis d'allègement suffisant.

Soutenir les pays dont le fardeau du service de la dette est lourd, mais qui ne sont en situation de défaut de paiement

52. L'emprunt est essentiel pour financer les investissements en faveur du développement durable. Toutefois, des niveaux de dette et un fardeau du service de la dette très élevés peuvent sérieusement limiter la marge de manœuvre budgétaire et empêcher les investissements liés aux objectifs de développement durable. Le lourd fardeau de la dette souveraine augmente également le coût de l'emprunt pour les entreprises privées, pénalisant l'activité économique intérieure. Le désendettement est le meilleur moyen d'échapper à ce fardeau coûteux, mais les pays qui connaissent de graves problèmes d'endettement n'ont pas la capacité d'y parvenir.

53. La quatrième Conférence internationale est l'occasion de faciliter un élan d'investissement lié aux objectifs de développement durable, y compris pour ces pays. Plusieurs propositions ont été avancées en faveur d'une architecture de la dette axée sur le développement. Les éléments constitutifs d'un train de réformes visant à surmonter les problèmes dans les différents contextes nationaux pourraient être recensés lors des préparatifs de la Conférence. Les créanciers officiels des pays dont la dette publique est élevée pourraient accorder un rééchelonnement à des conditions neutres en termes de valeur actuelle nette, par exemple via le Cadre commun pour le traitement de la dette, assorti de conditions et d'éléments de déclenchement prédéfinis visant à accélérer les progrès. On s'accorde également de plus en plus à penser qu'il faut aider les pays débiteurs à s'entendre avec les créanciers privés pour convenir de rééchelonnements volontaires, et accroître le soutien financier, par exemple au moyen de mesures incitatives (outre l'ancienneté pour les échanges volontaires), de ventes réversibles ou d'échanges normalisés de la dette contre la réalisation d'objectifs de développement durable, qui peuvent être structurés et tarifés pour aider à respecter le principe de comparabilité du traitement, le cas échéant. Afin de fournir ce soutien rapidement et à grande échelle, la Conférence pourrait envisager la mise en place d'un cadre institutionnel, par exemple une version élargie d'un mécanisme existant, tel que le Fonds de désendettement de la Banque mondiale. Ce mécanisme pourrait également apporter un soutien juridique et financier et des ressources.

Aider les pays dont le fardeau de la dette est insoutenable

54. Pour favoriser une restructuration plus rapide et suffisamment profonde de la dette des pays insolvables, la communauté internationale doit remédier aux problèmes posés par la coordination des créanciers, ainsi que les asymétries de pouvoir entre les pays débiteurs et les créanciers.

55. La Conférence devrait appliquer les recommandations invitant à renforcer le Cadre commun, et notamment accélérer le processus, établir un calendrier plus précis des différentes étapes du processus, suspendre le service de la dette pour la durée des négociations et élargir les critères d'éligibilité aux pays très endettés pays qui ne remplissent pas actuellement les conditions nécessaires pour bénéficier du Cadre commun. Pour améliorer le traitement comparable des créanciers privés, le recours

aux dispositions d'exécution telles que les clauses de récupération et les clauses du créancier le plus favorisé devrait être renforcé. Toutefois, il convient de noter que les clauses du créancier le plus favorisé font peser la charge de la négociation sur le pays débiteur, qui n'est peut-être en mesure d'appréhender des restructurations complexes réunissant des créanciers plus avisés. Le mécanisme décrit au paragraphe 53 ci-dessus pourrait également jouer un rôle clé à cet égard, en apportant un soutien juridique et financier aux pays. En outre, le Fonds monétaire international (FMI) devrait continuer de renforcer ses politiques en matière d'arriérés et de polices d'assurance de financement afin d'encourager une restructuration plus rapide de la dette, en s'appuyant sur les récentes réformes de ces politiques.

56. Pour renforcer davantage l'architecture de la dette souveraine, la quatrième Conférence internationale pourrait également apporter son soutien aux approches juridiques nationales afin d'améliorer le règlement des crises de la dette, y compris le traitement de la dette commerciale qui fait actuellement l'objet de discussions dans d'importantes instances financières, et devrait encourager d'autres instances à envisager des mesures complémentaires. La Conférence peut également ouvrir la voie à d'autres réformes, telles qu'un examen indépendant de l'architecture de la dette souveraine qui contiendrait des recommandations, lesquelles pourraient inclure l'examen d'un cadre multilatéral pour la renégociation de la dette souveraine.

Prévention d'une crise de la dette

57. La prévention des crises de la dette exige des progrès dans toutes les pistes d'action du Programme d'action d'Addis-Abeba : une mobilisation des ressources nationales et une coopération fiscale internationale, une augmentation des dons et des financement à des conditions favorables, et un environnement économique international favorable. Dans le cadre des priorités relatives à la politique de la dette, la quatrième Conférence internationale pourrait encore améliorer la transparence de la dette, renforcer le soutien à la capacité d'administration de la dette et encourager un recours plus systématique aux titres de dette indexés. La communauté internationale pourrait également envisager des mesures visant à mettre en place des principes actualisés d'emprunt et de prêt responsables, afin de refléter l'évolution du paysage de la dette mondiale et de mutualiser les efforts existants.

58. La quatrième Conférence internationale pourrait encourager l'amélioration des cadres d'évaluation de la soutenabilité de la dette, en s'appuyant sur l'examen mené par le FMI et la Banque mondiale concernant leur évaluation conjointe de la soutenabilité de la dette dans les pays à faible revenu. Un cadre amélioré de ce type devrait tenir compte à la fois des besoins de financement pour la réalisation des objectifs de développement durable et des effets des changements climatiques dans une perspective à long terme, ainsi que des effets de l'investissement dans la réalisation des objectifs de développement durable et dans la résilience. Il convient également d'examiner plus en détail quel serait le taux d'intérêt adapté à appliquer dans ces cadres, ce qui pourrait permettre de mieux faire la différence entre les problèmes de liquidité et de solvabilité.

F. Règlement des problèmes systémiques

59. L'architecture financière internationale actuelle est totalement inadaptée face à un monde caractérisé par des risques systémiques croissants, dont les changements climatiques, des inégalités extrêmes, des marchés financiers très intégrés et vulnérables à la contagion transfrontière, et des changements démographiques, technologiques et géopolitiques spectaculaires. La nécessité de mieux aligner les systèmes financiers et monétaires mondiaux sur les objectifs de développement

durable fait consensus. Ce manque de cohérence et de coordination s'est souvent soldé par l'adoption de mesures disparates face aux crises économiques, financières, alimentaires, énergétiques et autres. Dans le cadre de la décision d'organiser la quatrième Conférence internationale, la nécessité « de favoriser la réforme de l'architecture financière internationale » a été soulignée (voir la résolution 78/231, par. 29).

60. Le monde est en proie à des crises financières récurrentes, sources d'une instabilité qui dépasse de plus en plus souvent les frontières. Ces crises ont des répercussions sur les pays en développement et sur les populations les plus pauvres, qui sont souvent très profondément touchés par l'instabilité économique. La stabilité financière mondiale est particulièrement sensible aux politiques et aux évolutions concernant quelques marchés et instruments d'importance systémique. Les décisions de politique monétaire prises pour juguler les pressions inflationnistes dans les pays développés en 2022 et 2023 ont fortement perturbé les flux de capitaux vers les pays en développement.

Filet de sécurité financière mondial

61. Le filet de sécurité financière mondial, un dispositif à plusieurs niveaux permettant de faire face aux crises, au centre duquel se trouve le FMI, a été mis à rude épreuve ces dernières années, une situation qui a mis en évidence d'importantes lacunes dans son architecture ainsi que des inégalités de couverture. Les accords bilatéraux de swap conclus entre pays développés sont devenus l'outil privilégié dans la lutte contre la propagation des crises financières, mais la plupart des pays en développement n'ont accès qu'à un volume de ressources modeste dans le cadre d'accords multilatéraux et régionaux. Au cours des 20 dernières années, les droits de tirage spéciaux ont été transférés à deux reprises dans des situations de crise, mais une réforme de l'architecture est nécessaire si l'on veut qu'ils jouent un rôle plus important et plus automatique pour amortir les ajustements externes et apporter de la flexibilité dans la capacité de financement. De nombreux pays accumulent donc d'importantes réserves internationales pour atténuer la volatilité, mais cette stratégie s'accompagne d'un coût d'opportunité par rapport à l'investissement.

62. Compte tenu de l'augmentation prévue des risques systémiques et de la fréquence et de l'intensité croissantes des crises, notamment celles liées aux changements climatiques, les États Membres pourraient saisir l'occasion de la quatrième Conférence internationale pour renforcer davantage le filet de sécurité financière mondiale afin que tous ceux qui en ont besoin puissent disposer d'un financement suffisant. Ils pourraient notamment redéfinir le rôle des droits de tirage spéciaux, comme l'émission plus automatisée de ces droits de manière anticyclique ou en cas de chocs, et des allocations basées sur les besoins (ou aux termes d'accords ex ante permettant de réorienter rapidement les droits de tirage spéciaux non utilisés vers les pays qui en ont besoin, en autorisant des clauses dérogatoires) ; assouplir les prêts du FMI, en réduisant les conditions et les limites d'accès et en supprimant les commissions additionnelles ; et moduler les limites d'emprunt en fonction des besoins, plutôt que des multiples de quotes-parts. La Conférence pourrait également envisager de nouvelles mesures pour renforcer les accords financiers régionaux et la mise en place d'un mécanisme multilatéral d'échange de devises.

Stabilité du secteur financier

63. Les faillites bancaires qui se poursuivent sont le signe que la stabilité du secteur financier demeure fragile malgré les mesures prises après la crise financière de 2008. Les réformes de la réglementation financière et des normes internationales qui ont été adoptées à l'époque sont appliquées de manière inégale à l'échelle mondiale, et

certains risques restent en dehors du cadre réglementaire ou du champ d'application de la réglementation. Le secteur exerce également des pressions pour que l'on revienne sur l'application des normes bancaires. Certains types d'institutions financières non bancaires ne sont pas soumises au même niveau d'exigences prudentielles que les banques, et les nouveaux instruments financiers numériques, y compris les crypto-actifs, présentent de nouveaux risques. Les agences de notation ont fait l'objet de nouvelles réglementations après la crise de 2008, mais les normes n'ont pas réglé la question de leur rôle dans la difficulté d'assurer la stabilité à long terme des emprunts souverains stables face au court-termisme des marchés.

64. En outre, les normes de réglementation financière ne prennent que progressivement, et pas encore suffisamment, en compte les risques liés au climat. L'écologisation de la réglementation financière est difficile, car les autorités de réglementation, les autorités de contrôle et les institutions financières ont du mal à quantifier la nature prospective des risques liés au climat, car les horizons temporels sont lointains et les incertitudes élevées. Les acteurs du marché qui ont une vision à court terme peuvent sous-estimer les risques systémiques que présentent les changements climatiques dans leurs décisions relatives au commerce et à la gestion des risques.

65. Pour remédier à ces difficultés, il faut rassembler les autorités de réglementation, les gouvernements, les institutions financières et d'autres acteurs du secteur privé et de la société civile, afin de trouver des solutions permettant de promouvoir des marchés financiers stables et durables. La quatrième Conférence devrait encourager tous les pays à adopter des réglementations conformes au principe « même activité, même risque, mêmes règles » pour faire face aux risques de stabilité et d'intégrité financières tenant aux institutions financières bancaires et non bancaires. Elle devrait en outre encourager les pays à s'attaquer aux dispositifs d'incitation à court terme au moyen de mesures d'incitation fiscales, de rémunérations incitatives et d'indices et de notations de crédit à long terme ; et repenser les réglementations, les normes et les pratiques du marché afin de placer les objectifs de développement durable, et en particulier l'action climatique, au cœur des marchés et des économies. La Conférence pourrait également demander à chaque institution faisant partie de l'architecture financière internationale d'établir des plans de transition clairs axés sur les objectifs de développement durable et encourager tous les pays à concevoir des cadres stratégiques et réglementaires qui établissent des liens directs entre rentabilité et durabilité et imposent d'en tenir compte.

Gouvernance économique mondiale

66. Une gouvernance économique mondiale légitime et efficace peut être considérée comme un bien public mondial, la valeur collective apportée par des accords légitimes dépassant largement les coûts collectifs. Toutefois, la gouvernance des institutions financières internationales est encore le résultat des décisions prises il y a près de 80 ans dans le cadre d'une conférence des Nations Unies, à laquelle seules 44 délégations avaient participé. Alors que l'élargissement de la composition des institutions financières internationales a favorisé une baisse considérable du nombre total de voix revenant à certains de leurs membres d'origine, la gouvernance économique mondiale n'a pas suivi l'évolution en cours, notamment la montée en puissance des pays du Sud et divers changements économiques et géopolitiques, et n'est pas adaptée à l'économie mondiale d'aujourd'hui. L'ONU et les organes directeurs des institutions financières internationales ont pris à plusieurs reprises l'engagement de faire en sorte que les pays en développement soient mieux entendus et représentés dans la gouvernance économique mondiale. Certaines améliorations en ce sens ont été apportées entre 2005 et 2015, mais le rythme et l'ampleur des

changements n'ont pas suivi l'évolution de l'économie mondiale. Seuls des changements minimes sont intervenus depuis 2015.

67. La création d'une gouvernance économique mondiale plus cohérente, démocratique, inclusive et représentative reste un défi, d'autant plus que les réformes des droits de vote peuvent être considérées comme un jeu à somme nulle et que les engagements passés en faveur des réformes se sont avérés insuffisants pour susciter la volonté politique de modifier les droits de vote. Les gouvernements peuvent également envisager des réformes complémentaires des règles de prise de décision, de la structure des conseils d'administration, de la transparence et des processus de sélection des cadres supérieurs. Les efforts visant à faire en sorte que l'accès aux ressources soit lié aux besoins et aux vulnérabilités plutôt qu'aux droits de vote pourraient également atténuer, dans une certaine mesure, l'absence de progrès concernant les droits de vote formels.

G. Science, technologie, innovation et renforcement des capacités

68. La technologie a grandement contribué à faire progresser le développement durable et à améliorer la résilience. Elle élargit les possibilités économiques, préserve le bien-être de la population et entretient l'espoir que le monde est en mesure de s'attaquer à certaines des menaces les plus graves qui pèsent sur la planète. La transformation de l'intelligence artificielle, domaine d'étude de niche datant de plusieurs décennies qui est devenue une pierre angulaire du progrès technologique, donne un élan pour accélérer et amplifier les retombées positives de la technologie. Néanmoins, la technologie peut avoir des conséquences involontaires sur les plans économique, social et environnemental ainsi que sur les droits humains. L'automatisation a contribué aux inégalités, car elle favorise les détenteurs de capitaux et les travailleurs les plus qualifiés. Elle érode également l'avantage comparatif dont jouissent de nombreux pays en développement du fait de leur main-d'œuvre moins chère. La domination croissante des grands acteurs dans les secteurs technologiques augmente le risque de capture du régulateur, ce qui peut nuire au bien-être des consommateurs à long terme. Les technologies telles que l'intelligence artificielle, dont l'entraînement repose sur un grand nombre de données, peuvent porter atteinte aux droits humains, y compris au droit à la vie privée, et les pays pauvres qui disposent de capacités limitées peuvent avoir du mal à les utiliser. Certaines technologies d'avant-garde peuvent avoir une empreinte écologique importante.

Accès aux technologies dans le cadre des objectifs de développement durable

69. Le paysage technologique mondial se caractérise par une forte concentration géographique de l'innovation et un ralentissement de la diffusion des technologies. Depuis 1980, les 10 principaux pays en termes de demandes de brevets ont toujours contribué à au moins 87 % du total mondial. Dans le domaine des technologies vertes, les entreprises industrielles de sept pays représentaient 90 % de l'ensemble de l'activité de brevetage en 2022. Au cours de la dernière décennie, la coopération scientifique internationale a été renforcée dans tous les domaines dans les pays à revenu élevé, mais a faiblement progressé dans de nombreux pays en développement. La persistance d'une forte concentration géographique de la recherche-développement et le ralentissement de la diffusion des technologies entre et dans les pays ont une incidence majeure sur la fracture technologique et l'économie mondiale.

70. La quatrième Conférence internationale est l'occasion de se pencher sur les problèmes persistants auxquels les pays doivent faire face pour mettre au point des technologies qui favorisent le développement durable, y accéder ou les employer. Elle

pourrait recenser et éliminer les obstacles nationaux et internationaux qui limitent les capacités d'innovation et d'absorption technologique des pays et qui conduisent à des asymétries profondément ancrées entre les pays et les entreprises. Elle pourrait également examiner le rôle que le Mécanisme de facilitation des technologies et la Banque de technologies pour les pays les moins avancés pourraient jouer à cet égard, en s'appuyant sur les enseignements tirés depuis l'adoption du Programme d'action d'Addis-Abeba, et en vue de renforcer la coordination de ces initiatives et d'autres dans le système des Nations Unies. La Conférence pourrait également envisager l'établissement d'un mécanisme proposant un appui ciblé afin d'aider les pays en situation particulière à nouer une collaboration internationale en matière de recherche-développement pour la réalisation des objectifs de développement durable, en s'appuyant sur l'action de Global Council Research, qui réunit des organismes de financement des sciences et de l'ingénierie en vue d'améliorer la coopération en matière de recherche.

71. La conscience croissante du rôle de la science, de la technologie et de l'innovation dans la réalisation des objectifs de développement durable exige l'intégration de politiques scientifiques, technologiques et d'innovation multipartites axées sur la mission dans les cadres de développement. Le secteur public devrait jouer un rôle clé pour financer et encourager la recherche en faveur du développement durable et pour faire en sorte que le public ait accès à ces innovations. Dans ce contexte, la Conférence pourrait envisager l'établissement d'un mécanisme multilatéral, basé sur le fonds Livable Planet récemment lancé par la Banque mondiale, qui mutualiserait non seulement des financements publics et privés, mais aussi des capacités de recherche-développement afin de mettre au point des solutions technologiques ciblées permettant de relever les défis mondiaux les plus pressants en matière de développement.

Financement de la science, de la technologie et de l'innovation et de la technologie financière

72. La croissance rapide du secteur de la technologie financière a amélioré l'inclusion financière, mais des lacunes importantes subsistent dans l'accès au crédit et aux services financiers. Pour réaliser pleinement le potentiel de la technologie financière et atténuer les risques connexes, des investissements complémentaires sont nécessaires dans les domaines de l'accès à la technologie, des compétences financières et de l'habileté numérique, des infrastructures et des cadres réglementaires. De nouveaux risques sont également apparus, la technologie financière pouvant inciter les acteurs à se lancer dans des activités plus risquées et exacerber le caractère cyclique des marchés financiers, d'autant plus que certaines entreprises de technologie financière ne sont pas soumises aux mêmes réglementations du secteur financier que les autres institutions financières.

73. La quatrième Conférence internationale pourrait être l'occasion de recenser de bonnes pratiques pour orienter la conception, l'exécution et l'évaluation des technologies d'avant-garde, notamment les outils fondés sur l'intelligence artificielle, dans le secteur de la technologie financière. Elle pourrait charger les parties prenantes concernées d'élaborer un ensemble de principes pour le développement et l'utilisation de l'intelligence artificielle dans la technologie financière afin de garantir que l'application de l'intelligence artificielle se fasse d'une manière sûre, équitable et bénéfique pour toutes les parties prenantes.

III. Données, contrôle et suivi

Données et contrôle

74. Les données, y compris celles relatives au financement, sont essentielles pour évaluer les progrès et réaliser les objectifs, mais des problèmes de couverture et de qualité persistent. Malgré les améliorations apportées aux systèmes de données et de statistiques, de nombreuses lacunes subsistent en matière d'information, en partie à cause du sous-investissement dans les systèmes de données publiques et les activités statistiques. Malgré les réels avantages économiques, les États Membres n'ont pas été en mesure de tirer profit de la puissance des données car ce sujet ne figure pas en tête des priorités politiques et pâtit de la fragmentation, d'investissements insuffisants et cloisonnés et d'un manque de capacités et de ressources.

75. Il est essentiel de garantir un financement suffisant pour renforcer les capacités des pays en matière de données et de statistiques. Malgré la progression des investissements internationaux et nationaux, d'importantes lacunes demeurent. Face à cette situation, une architecture de financement mondiale coordonnée émerge pour aider à libérer le potentiel des données pour le développement et l'analyse des risques à grande échelle. Pour s'appuyer sur cette dynamique et faire progresser les initiatives lors de la quatrième Conférence internationale, les États Membres pourraient s'engager à accélérer les progrès du Plan d'action mondial du Cap concernant les données du développement durable, et à soutenir l'initiative à fort impact visant à tirer parti du dividende des données, la Plateforme d'échange d'informations sur le financement des données au service du développement et le mécanisme destiné à faciliter l'établissement des données Global Data Facility de la Banque mondiale.

76. Si le PIB est utile pour l'analyse économique, il ne constitue pas une mesure complète des progrès accomplis dans la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il existe aujourd'hui une volonté politique de définir d'autres indicateurs que le PIB. Les travaux ont également progressé concernant la mesure de la coopération Sud-Sud dans le cadre de l'indicateur 17.3.1 relatif aux objectifs de développement durable sur les ressources financières supplémentaires de diverses provenances mobilisées en faveur des pays en développement. Les États Membres pourraient continuer de soutenir ces processus, en particulier les travaux de la Commission de statistique visant à faire avancer les efforts pour aller « au-delà du produit intérieur brut », et les travaux de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement visant à faire progresser la mesure de la coopération Sud-Sud.

Renforcer le processus de suivi du financement du développement

77. L'une des principales décisions prises dans le cadre du Programme d'action d'Addis-Abeba a été la mise en place d'un mécanisme de suivi et d'examen consacré au financement du développement. Ce mécanisme se compose de trois éléments principaux interdépendants qui se renforcent mutuellement : le Groupe de réflexion interinstitutions sur le financement du développement, le forum du Conseil économique et social sur le suivi des ressources pour le développement et le Dialogue de haut niveau sur le financement du développement qui se tient tous les quatre ans.

78. Le processus de suivi renforcé du financement du développement a permis de combler les lacunes relevées lors du processus précédent. Le Groupe de réflexion interinstitutions présente aux États Membres une évaluation annuelle sur l'application des décisions touchant au financement du développement, le rapport sur le financement du développement durable (*Financing for Sustainable Development Report*) constituant la principale contribution au forum. Pièce maîtresse du processus de suivi renforcé, le forum a permis d'accroître la participation des ministres des

finances et des gouverneurs des banques centrales aux discussions des Nations Unies sur le financement et a contribué à consolider le dialogue et la collaboration entre l'ONU et les institutions de Bretton Woods. Il a également servi de point d'ancrage au dialogue multipartite avec les organisations de la société civile et le secteur privé, notamment à l'occasion d'une Foire de l'investissement en faveur des objectifs de développement durable, qui se tient en marge du forum depuis 2017. Le Dialogue de haut niveau sur le financement du développement, qui a lieu tous les quatre ans à la suite du Sommet sur les objectifs de développement durable, a permis de galvaniser l'engagement et l'action au plus haut niveau politique. Des défis subsistent cependant : la participation des États Membres est inégale, les négociations sur les décisions du forum sont contraintes par des délais serrés, la place réservée au dialogue entre le Conseil économique et social et les directeurs exécutifs des institutions de Bretton Woods est insuffisante, et les perspectives régionales sont parfois peu prises en compte.

79. La quatrième Conférence internationale devrait examiner les moyens de renforcer encore le processus de suivi. Pour le suivi de fond des progrès de la mise en œuvre, les États Membres pourraient demander au Groupe de réflexion interinstitutions d'élaborer un cadre d'indicateurs, en s'appuyant sur les indicateurs de moyens de mise en œuvre pertinents figurant dans le cadre d'indicateurs des objectifs de développement durable.

80. Pour renforcer le suivi national, les États Membres pourraient s'engager à mettre en place des cadres de financement nationaux intégrés, conformément à l'engagement pris dans le Programme d'action d'Addis-Abeba et en suivant l'exemple de plus de 80 pays qui ont entamé ce type de processus. À cette fin, la Conférence pourrait également intensifier le soutien international aux cadres de financement nationaux intégrés pilotés par les pays, en s'inspirant des travaux du Dispositif d'appui à la mise en œuvre des cadres de financement nationaux intégrés. Les États Membres pourraient également encourager les institutions financières internationales à envisager de soutenir les cadres de financement nationaux intégrés pilotés par les pays, conformément à leurs mandats.

81. Pour renforcer le suivi régional, la Conférence pourrait inviter les commissions économiques régionales à tenir des consultations régionales sur les progrès accomplis dans l'application des décisions touchant au financement du développement, et à rendre compte des conclusions et des recommandations de leurs régions respectives lors d'une session spéciale du forum sur le suivi des ressources pour le développement.

82. Pour renforcer le suivi au niveau mondial, le forum pourrait inviter les pays à présenter les progrès accomplis et les difficultés rencontrées dans l'application des décisions touchant au financement du développement, par exemple dans le cadre de leur examen volontaire national sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable lors du forum politique de haut niveau pour le développement durable.